

Le Centre Droit fait progresser l'extrême droite

Le 08 Mars 2024 par Georgios Samaras <https://jacobin.com/2024/03/european-parliament-elections-center-right-far-right>

Georgios Samaras est professeur assistant de politique publique au King's College de Londres, il est titulaire d'un doctorat en sciences politiques. Ses recherches portent principalement sur les pratiques anticonstitutionnelles dans les politiques publiques et les réponses à l'extrémisme de droite.



La première ministre italienne Giorgia Meloni (D), la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen (G), et le président français Emmanuel Macron (C) lors du sommet UE-MED9 de Malte concernant les migrations, le 29 septembre 2023. (Ludovic Marin / AFP via Getty Images)

En Europe, c'est le Centre Droit qui permet le virage autoritaire. À l'approche des élections européennes de juin, une fois de plus nous entendons un discours alarmiste dénonçant les partisans de l'extrême droite. Mais le tournant autoritaire est déjà en cours, sous l'impulsion des forces conservatrices au cœur des institutions européennes.

Au cours des deux dernières décennies, un récit récurrent mettant en garde contre l'influence grandissante de l'extrême droite a fait surface dans la politique européenne. De la fin des années 2000 jusqu'aux élections européennes de 2019, ce récit a été alimenté par des prédictions catastrophiques et une rhétorique alarmiste, brossant un tableau des dangers potentiels posés par les voix extrêmes qui gagnent du terrain au Parlement européen.

Dernièrement, on a même vu certains dirigeants européens s'adresser à des icônes de la pop comme Taylor Swift (<https://www.politico.eu/article/taylor-swift-eu-parliament-election-youth-vote/>) pour les aider à mobiliser les jeunes électeurs en vue des élections européennes de juin.

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a également fait les gros titres le 21 février en déclarant qu'elle ne collaborerait pas avec les partis d'extrême droite au sein du prochain Parlement européen (<https://www.theguardian.com/world/2024/feb/21/ursula-von-der-leyen-vows-never-to-work-with-europe-far-right-parties>).

Pourtant, de telles mises en scène et de tels échanges exagérément dramatiques sont tout à fait inutiles. Au cours des deux dernières décennies, une normalisation délibérée des idéologies d'extrême droite a déjà envahi la politique européenne, avec l'approbation tacite des hauts fonctionnaires de l'UE. Cette normalisation a été activement approuvée et défendue par les forces traditionnelles de centre-droit, qui s'efforcent à présent de préserver leur autorité déclinante à l'approche d'élections européennes cruciales.

En dépit des déclarations fracassantes de Von der Leyen, qui affirme qu'elle se tiendra à l'écart d'alliances avec l'extrême droite, la dure réalité, tant au niveau de la politique européenne que des politiques nationales, révèle un écheveau

complexe où se mêlent approbation et influence. Au fil du temps, les partis de centre-droit se sont dangereusement rapprochés de leurs homologues extrémistes, contribuant ainsi indirectement à la propagation de politiques et d'agendas de nature autoritaire dans toute l'Europe.



Un migrant est transféré par les sauveteurs après le naufrage d'un bateau transportant des migrants au large des côtes grecques, le 14 juin 2023. (Menelaos Myrillas / SOOC / AFP via Getty Images)

Une décennie de normalisation

Les grands partis de centre-droit aiment souvent à se présenter comme des victimes de la montée des mouvements d'extrême droite. En réalité, ils contribuent activement à leur émergence. Ces dernières années, les partis d'extrême droite ont exploité l'évolution des divisions socioculturelles en se concentrant sur des sujets controversés tels que l'immigration, le multiculturalisme et la sécurité. Les partis de centre-droit ont à leur tour exploité stratégiquement ces questions pour tenter de conserver leur espace électoral.

La Grèce, sous le leadership du Premier ministre Kyriakos Mitsotakis, qui est depuis longtemps salué au Parlement européen comme un réformateur (<https://www.economist.com/by-invitation/2024/02/02/kyriakos-mitsotakis-on-how-to-escape-the-grip-of-populism>) de centre-droit, en est un exemple inquiétant.

Au cours des cinq dernières années, la Grèce a gagné la confiance et le soutien résolu du Parti populaire européen (PPE) chrétien-démocrate, alors qu'elle s'oriente vers une augmentation des dépenses après une décennie de mesures austéritaires draconiennes. En coulisses toutefois, un schéma inquiétant se dessine.

Depuis 2019, le gouvernement de Mitsotakis est le fer de lance des implacables opérations illégales consistant à refouler les migrants hors des frontières maritimes et terrestres entre la Grèce et la Turquie, ce qui a conduit à la torture (<https://www.amnesty.org/en/latest/press-release/2021/06/greece-pushbacks-and-violence-against-refugees-and-migrants-are-de-facto-border-policy/>) et la mort (<https://jacobin.com/2023/06/shipwreck-greece-migration-coast-guard-pushbacks-regulation-asylum-seekers>) de milliers de réfugiés.

Généralement, lorsqu'elle est interrogée sur les opérations illégales l'UE opte pour le silence (<https://newleftreview.org/sidecar/posts/fortress-greece>). Mais en février dernier, une résolution a obtenu un soutien (<https://www.europarl.europa.eu/news/en/press-room/20240202IPR17312/parliament-concerned-about-very-serious-threats-to-eu-values-in-greece>) de plusieurs partis au sein du Parlement européen, faisant part de ses inquiétudes face aux menaces importantes qui pèsent sur la démocratie et les valeurs de l'UE.

Utilisant des logiciels espions illégaux très avancés, Mitsotakis a surveillé sans vergogne tant ses opposants que ses

alliés (<https://www.theguardian.com/world/2022/aug/28/greek-watergate-phone-tapping-scandal-threatens-to-topple-pm>), déclenchant un maelström politique en remodelant le paysage médiatique grec, une tactique reprise par le premier ministre hongrois Viktor Orbán.

Pendant ce temps, la corruption rampante se poursuit sans relâche, les principaux scandales politiques étant commodément balayés sous le tapis (https://www.lemonde.fr/en/international/article/2022/10/03/anger-mounts-over-endless-greek-corruption-scandals_5998949_4.html). Qu'est-ce qui pourrait aller de travers ?



Un kiosque du parti d'extrême droite les Spartiates à Kalamata montre un portrait du dirigeant de l'Aube dorée, Ilias Kasidiaris, condamné à 13 ans et demi de prison et qui a soutenu le parti lors des élections du 25 juin 2023 [File : Stringer/AFP].

Malheureusement, des millions de Grecs semblent en redemander. Lors des élections de juin 2023, trois partis d'extrême droite (<https://www.aljazeera.com/news/2023/6/30/very-worrying-three-far-right-parties-enter-greek-parliament>) ont obtenu des sièges au parlement, notamment grâce à la renaissance de l'Aube dorée néonazie sous le nom de «Spartiates».

Une autre faction d'extrême droite, appelée Victoire, colporte un discours ultrareligieux, attisant les divisions culturelles. Mais c'est surtout ce qu'on appelle « Solution grecque » qui s'est imposé comme le parti d'extrême droite par excellence, soutenant fermement le gouvernement de Mitsotakis et démantelant systématiquement des lois essentielles.

Les sondages le concernant le créditent désormais de plus de 10 % à l'approche des élections européennes de juin, et une quatrième entité d'extrême droite a fait son apparition dans les sondages récents, venant s'ajouter au chœur de la haine.

Le bilan du président français Emmanuel Macron semble rivaliser avec celui de la Grèce. En avril 2023, il a promulgué les réformes controversées de son gouvernement en matière de retraite, faisant passer l'âge légal de la retraite de 62 à 64 ans - une mesure profondément impopulaire qui a été imposée en outrepassant le vote du Parlement.

Tout cela est allé de pair avec une violence policière et une répression implacables des manifestations. Lorsqu'il a été interrogé sur les violences policières, Macron a rejeté la faute sur les médias sociaux et les jeux vidéo qui auraient incité les émeutiers à descendre dans la rue.

La refonte de la politique migratoire (<https://www.aljazeera.com/news/2023/12/20/france-passes-tough-immigration-bill-amid-macron-party-rebellion>) de Macron en décembre 2023 en est un autre exemple. Il a imposé des règles plus strictes

en matière de regroupement familial et a décidé de freiner l'accès des migrants aux prestations sociales. Marine Le Pen s'est emparée du projet de loi, le qualifiant de «victoire idéologique» (<https://www.politico.eu/article/france-marine-le-pen-scores-big-win-on-toughened-immigration-bill-macron/>) pour son parti d'extrême droite.



Le Rassemblement national jubile en réaction à la décision du gouvernement de faire ce que l'extrême droite considère comme un pas dans sa direction (Ludovic Marin/AFP via Getty Images)

Dans d'autres États de l'UE, dont les Pays-Bas, le Danemark et l'Autriche, les partis d'extrême droite représentent une force grandissante depuis un certain temps, certains d'entre eux ayant même consolidé leur position en participant à des gouvernements de coalition. Dans ce dernier pays, l'étoile montante de la droite conservatrice, Sebastian Kurz, a conclu une alliance avec le Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ), encore plus à droite, en 2017.

Malgré les liens historiques de l'Autriche avec l'ultranationalisme et l'ombre du Troisième Reich, qui ont dans un premier temps inspiré une prudence politique générale à l'égard du FPÖ, ce mouvement en faveur du rapprochement a largement contribué à sa normalisation et à son intégration progressive au fil des ans. Aujourd'hui, le FPÖ dispose d'une avance significative (<https://www.politico.eu/article/austria-sleepwalking-far-right-victory-european-election-freedom-party-fpo-nazis-herbert-kickl/>) dans les sondages

Les mauvais élèves de l'UE

Outre l'adoption de pratiques autoritaires au sein des démocraties libérales, certains États membres de l'UE ont assisté à une transformation complète de leur paysage politique, comme en témoigne la régression démocratique (<https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/13510347.2018.1485015>) de la Hongrie sous la houlette de Viktor Orbán.

Ouvertement autoritaire, Orbán a été largement condamné pour avoir bafoué les institutions démocratiques et pour ses politiques concernant les droits des LGBTQ (<https://www.hrw.org/news/2023/07/20/discriminatory-bill-harms-trans-women-hungary>) et la liberté de pensée. Pour tenter d'enrayer l'érosion de la démocratie, la Hongrie s'est vue infliger des sanctions et a été, au fil des ans, privée des fonds de l'Union européenne.

Il semble toutefois que l'UE ait aujourd'hui admis la réalité déconcertante de la Hongrie. En décembre 2023, un déblocage partiel des fonds européens précédemment bloqués a été annoncé, officiellement pour inciter Orbán à coopérer avec l'OTAN et à envisager l'adhésion potentielle de nouveaux candidats.

Résultat? Orbán a officiellement approuvé l'adhésion de la Suède à l'OTAN et s'est engagé auprès de ses homologues européens. Autrefois perçu comme un paria, Orbán voit aujourd'hui son autoritarisme ouvertement aseptisé puisqu'il est considéré comme un membre à part entière de l'UE. Bruxelles a même assuré à Orbán que les fonds resteraient débloqués s'il continuait dans cette voie.



Marche des fiertés à Budapest, en Hongrie, le 15 juillet 2023 (2023 Marton Monus/picture-alliance/dpa/AP Images)

Le discours sur le déclin démocratique vaut également pour Georgia Meloni et la nouvelle équipe dirigeante de l'Italie. Depuis 2022, son gouvernement n'a pas perdu de temps pour abolir les protections juridiques accordées aux couples de même sexe, les reléguant à un statut marginal. En outre, son attitude résolument hostile à l'immigration lui a valu les applaudissements de nombreux homologues européens, qui ont ouvertement adopté sa ligne lors des négociations cruciales de l'UE au cours de l'année écoulée.

Sa camaraderie manifeste avec Von der Leyen avant les élections de juin, ainsi que ses alliances avec les principaux diplomates de l'UE, soulignent le caractère préoccupant de la place accordée par l'Europe aux survivances de Mussolini (<https://jacobin.com/2024/02/meloni-foibe-fascism-world-war-ii>).

La domination de Meloni annonce une trajectoire inquiétante pour l'Italie, alors que les idéologies fascistes déterminent désormais le cours des politiques de la nation. La gauche ayant du mal à s'imposer, Meloni semble ne pas avoir grand-chose à redire à une politique à la Orbán, à laquelle elle souscrit avec enthousiasme.

Vers un Parlement d'extrême droite

Lors des élections européennes de juin prochain, l'attente grandit (<https://europeelects.eu/ep2024/>) alors que la faction Identité et Démocratie (ID), actuellement en sixième position, est en passe de gagner quarante sièges. Le groupe pourrait ainsi atteindre 98 membres sur les 750 que compte le Parlement européen, ce qui pourrait lui assurer la troisième place tant convoitée, actuellement occupée par les libéraux de Renew.

L'Alternative für Deutschland (AfD), parti d'extrême droite allemand, et le Rassemblement national (RN) de Le Pen, en France, comptent parmi les membres importants de ID. Les estimations indiquent également que la coalition des Conservateurs et Réformistes Européens (ECR), actuellement en cinquième position avec soixante-sept membres, pourrait gagner environ dix-huit sièges. Cette progression propulserait alors le groupe ECR, dirigé par le parti de Meloni, en quatrième position au Parlement européen, éclipsant tant les Verts que Renew.



Orbán espère être le "sauveur de l'Union européenne et être apprécié en tant que tel", a déclaré un observateur (Illustration de Mike McQuade. Photographies sources: (Orbán) Peter Probst/Alamy; (mains) Ashim D'Silva/Shutterstock; (barbelés) Alessandro Liguori / EyeEm / Getty)

De plus, si on ajoute les douze membres du parti Fidesz d'Orbán, le poids combiné des factions ECR et ID pourrait, selon les prévisions, représenter environ 25 % des sièges. Alors que l'ECR et l'ID regroupent des coalitions comparables, ID semble jouer un rôle central pour ce qui est du rapprochement des groupes d'extrême droite qui s'opposent à l'immigration et donnent la priorité à une souveraineté renforcée des différents États membres.

En dépit des avertissements des partis de centre-droit, il est évident que les forces dominantes ne sont pas disposées à affronter la réalité idéologique qui sous-tend la montée en puissance des politiques d'extrême-droite. Au contraire, elles semblent vouloir tenter de regagner la confiance des électeurs attirés par les idéologies d'extrême droite en adoptant des approches étonnamment similaires et en normalisant les pratiques les plus antidémocratiques observées.

Il semble de plus en plus improbable que les forces de centre-droit résistent à une alliance avec l'extrême droite, étant donné le caractère flagrant de leur convergences idéologiques. Même Von der Leyen et ses acolytes, qui déclarent rejeter de tels pactes, pourraient être contraints de revoir leur position et de rechercher un modus operandi qui garantisse la coopération sans sombrer dans le chaos.

Alors que la banalisation des idéologies d'extrême droite se poursuit à un rythme effréné, l'Europe se trouve à l'aube d'un bouleversement sismique, de multiples forces d'extrême droite étant sur le point de confirmer leur suprématie au sein du Parlement européen. Cette réalité, même si tous les avertissements ont été lancés, souligne la convergence imminente des forces de centre-droit et d'extrême-droite, désormais unies dans leur détermination à façonner l'agenda politique pour les cinq années à venir.